



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET d'INDRE-ET-LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Parçay-Meslay, le

01 03 2013

Unité territoriale d'Indre-et-Loire

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire

Bureau de l'Aménagement du Territoire et  
des Installations Classées

37925 TOURS Cedex 9

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**Agrément des exploitants des centres VHU  
S.A. Denis PASSENAUD**

**TOURS**

<b>1. CADRE REGLEMENTAIRE</b>	<b>2</b>
<b>2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT</b>	<b>3</b>
<b>3. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AGREMENT</b>	<b>4</b>
<b>4. CONCLUSIONS ET PROPOSITION</b>	<b>5</b>

Horaires d'ouverture 9H00-12h00 / 14H00-16H00  
25-26 rue des Ailes  
ZA n°2 les Ailes  
37210 Parçay-Meslay  
Tél. : 02 47 46 49 00 - Fax : 02 47 44 66 34  
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



Par courrier en date du 5 novembre 2012, Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire a transmis à l'inspection des installations classées de l'Unité Territoriale d'Indre-et-Loire de la DREAL Centre, pour avis, la demande présentée par l'exploitant de la société Denis PASSENAUD en vue d'obtenir le renouvellement de l'agrément du centre VHU (véhicules hors d'usage) qu'il exploite sur le site de la ville de TOURS, 31, rue Baptiste Marcet.

## **1. CADRE REGLEMENTAIRE**

### **a) Dispositif de traitement des VHU**

L'article R. 543-162 du code de l'environnement dispose que « tout exploitant d'une installation de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage doit être agréé à cet effet » et qu'est annexé à cet agrément un cahier des charges contenant les obligations fixées à l'article R. 543-164 lorsqu'il s'agit d'un centre VHU et à l'article R. 543-165 lorsqu'il s'agit d'un broyeur.

Les VHU ne peuvent être remis par leurs détenteurs (propriétaires, personnes agissant pour les propriétaires, autorités dont relèvent les fourrières) qu'à des démolisseurs ou à des broyeurs agréés ou à des centres de regroupement.

Les centres VHU agréés assurent la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage de ces véhicules. Ils remettent ensuite les VHU à un broyeur agréé qui assure la destruction finale des véhicules par découpage ou broyage. Les véhicules peuvent toutefois être remis directement par leurs détenteurs à un broyeur agréé.

### **b) Éléments de traçabilité**

Le cahier des charges impose aux centres VHU agréés, notamment :

- de délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction dans les conditions prévues à l'article R. 322-9 du code de la route ;
- de se conformer aux prescriptions imposées en matière de traçabilité des véhicules hors d'usage.

### **c) Agréments des opérateurs**

Pour les installations existantes et autorisées au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, l'agrément fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

La procédure est précisée par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage.

Le dossier doit contenir une déclaration du pétitionnaire par laquelle il s'engage à respecter le cahier des charges annexé à l'arrêté ministériel précité du 2 mai 2012.

Avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage, les opérateurs agréés doivent :

- retirer les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés ;
- retirer les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;
- retirer ou neutraliser les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs ;
- retirer les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigels et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage, et les stocker séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;
- retirer, récupérer et stocker l'intégralité des fluides frigorigènes en vue de leur traitement ;
- retirer les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- retirer les composants recensés comme contenant du mercure suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- démonter les pneumatiques de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.

Par ailleurs, les éléments suivants doivent être extraits du véhicule :

- les composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;
- les composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;
- le verre (sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU), en totalité à partir du 1er juillet 2013.

L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :

- les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet ;
- les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.

Un organisme tiers accrédité doit vérifier annuellement la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément.

## **2. PRESENTATION DE LA S.A. Denis PASSENAUD**

La société Denis PASSENAUD exploite à TOURS, 31, rue Baptiste Marcet, un « centre VHU ». Elle exploite également un centre de tri, transit de déchets métalliques.

L'établissement a fait l'objet de :

- l'arrêté préfectoral N°13201 du 3 juillet 1990 « autorisant la Société PASSENAUD à procéder à l'extension de son stockage de carcasses de véhicules hors d'usage et de déchets de métaux situé à TOURS rue Baptiste Marcet » ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire N°18093 du 30 mars 2007 « portant agrément de la Sté DENIS PASSENAUD pour l'exploitation d'installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage, situées 31 rue Baptiste Marcet à TOURS ».

Les VHU sont remis au centre VHU principalement par des particuliers ; ils proviennent essentiellement du département d'Indre-et-Loire et des départements limitrophes.

En 2012, au total 784 VHU ont été admis.

### **3. LA DEMANDE DE RENOUELEMENT D'AGREMENT**

L'exploitant sollicite donc le renouvellement de son agrément « centre VHU » à compter du 31 mars 2012 et ce pour une nouvelle période de 6 ans.

Au titre de l'arrêté préfectoral susvisé du 30 mars 2007, l'entreprise a été autorisée à recevoir annuellement 200 VHU étant précisé que la demande de renouvellement de l'agrément porte sur 1000 VHU.

Le dossier joint à la demande de l'exploitant, décline les dispositions mises en œuvre pour respecter les obligations en matière de réutilisation, de recyclage et de valorisation, précisées dans le cahier des charges.

Cette demande doit par ailleurs être considérée notamment au regard des résultats des visites annuelles visant à vérifier la conformité des installations aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté précité du 30 mars 2007.

Le rapport de la vérification effectuée par ECOPASS en dernier lieu le 8 juin 2012, trace 2 non-conformités quant aux résultats d'une analyse d'eau (MES : 35\* mg/l) réalisée le 21 mai 2012 et quant au nombre de VHU dépollués.

\*VLE = 30 mg/l

### **4. VISITE D'INSPECTION**

Du fait de la demande de l'exploitant, nous avons réalisé, le 20 février 2012, une visite d'inspection visant notamment à contrôler les conditions d'application des dispositions déclinées dans l'arrêté préfectoral précité du 30 mars 2007. Nos constats portent également sur les résultats de l'analyse d'eau du 8 juin 2012, étant précisé que le prélèvement d'eau est fait en aval de l'outil épuratoire mis en place (séparateur d'hydrocarbures), lequel fait l'objet d'un entretien annuel réalisé par une entreprise spécialisée (ORTEC ENVIRONNEMENT). Et sur le nombre de VHU annuellement dépollués, étant précisé que l'exploitant a justifié dans son dossier de demande de renouvellement d'agrément de capacités techniques et financières lui permettant de dépolluer annuellement 1000 VHU.

## **5. CONCLUSIONS ET PROPOSITION**

Considérant ce qui précède, nous proposons au CODERST de réserver une suite favorable à la demande de renouvellement d'agrément « centre VHU » de la S.A. Denis PASSE-NAUD ; le nombre de VHU pouvant être annuellement admis étant porté à 1000.

Un projet d'arrêté, portant agrément du « centre VHU », pour une nouvelle période de 6 ans à compter du 31 mars 2013, est joint en ce sens au présent rapport.

